

**DOSSIER DE PORTER À CONNAISSANCE PORTANT SUR
UNE ÉVOLUTION DE GESTION DES EAUX PLUVIALES**

**INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS
EXPLOITÉE PAR LA SOCIÉTÉ SUEZ RV CENTRE EST À DONZERE**

Rédacteur - Affaire Suivie par

Pascal BRIE - VALENCE

Subdivision 6 – Gestion des déchets

Tél. : 04 75 82 46 37

Courriel : pascal.brie@developpement-durable.gouv.fr

Ref DREAL : 20240903-RAP-DAEN0839

Vérificatrice

Céline DAUJAN - VALENCE

Approbateur

RÉFÉRENCE DU DOSSIER

Références	Code de l'environnement, articles R. 181-45 et R. 181-46 Arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juillet 2014 modifié Dossier de porter à connaissance reçu le 20 octobre 2022 Rapport DREAL référencé 20230106-RAP-DAEN0011 Complément au dossier reçu le 26 janvier 2024
Exploitant	Société SUEZ RV Centre Est
Adresse de l'établissement	345 chemin des Bouzarudes 26 290 DONZERE
Activité exercée	Stockage de déchets dangereux et non dangereux
Code AIOT	0006107044
Priorité	PN
Pièces jointes	<u>ANNEXE 1</u> : Plan d'ensemble <u>ANNEXE 2</u> : Eaux pluviales de ruissellement extérieures à DZ3 à gérer <u>ANNEXE 3</u> : Contraintes réglementaires essentielles relatives à la gestion des eaux pluviales de ruissellement <u>ANNEXE 4</u> : 3 bassins de gestion des eaux de ruissellement internes envisagés <u>ANNEXE 5</u> : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
Transmission des documents	
- original	DDPP 26
- copies	Inspecteur signataire

1 – INTRODUCTION

La directrice Stockage ARA-PACA de la société SUEZ RV Centre Est nous a envoyé, par courriel du 20 octobre 2022, un dossier de porter à connaissance concernant des modifications relatives à la gestion des eaux pluviales de la zone DONZERE 3 du centre de stockage de déchets exploité à DONZERE. Elle souligne que ces modifications ne sont pas de nature à être qualifiées de substantielles ; elles conduisent à améliorer la collecte, le dimensionnement et la faisabilité des réseaux d'eau de ruissellement interne et externe.

Dans la conclusion de notre rapport référencé 20230106-RAP-DAEN0011 relatif à cette affaire, nous avons proposé de consulter : Madame la maire de DONZERE, la DDT 26, et Réseau Ferré de France.

Nous avons à ce jour reçu les avis suivants :

– Courriel du 4 avril 2023 de la DDT 26 : Les modifications apparaissent non substantielles et n'appellent aucune remarque particulière.

– Fiche observations de SNCF Réseau – DZI Sud-Est – Pôle Régional Ingénierie de Lyon, signée le 25 janvier 2024, délivrant un avis favorable.

Précisons que cette fiche résulte d'échanges entre notre service, SNCF Réseau et l'exploitant depuis mars 2023. SNCF Réseau a demandé à l'exploitant un complément de dossier (voir chapitre 5 de ce rapport) montrant que la réorientation des écoulements en direction d'un autre exutoire nécessite de vérifier si ce dernier est en capacité de laisser transiter les eaux pour un **Q₁₀₀ et d'en quantifier les impacts**.

2 – PRÉSENTATION DU CENTRE EXPLOITÉ À DONZERE

2.1 Présentation générale

L'installation de stockage de déchets exploitée actuellement à DONZERE par la société SUEZ RV Centre Est, est autorisée depuis 1981, d'abord en tant que carrière, puis installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) et dangereux (casier de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes).

L'arrêté préfectoral d'autorisation réglementant l'ensemble des installations exploitées dans ce site date du 3 juillet 2014. Il a été modifié, notamment par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 novembre 2020. Les installations autorisées sont les suivantes :

- un centre de tri et de transfert de déchets non dangereux, d'une capacité de 149 500 tonnes/an ;
- une unité de rupture de charge pour l'accueil, dans un bâtiment fermé, des déchets susceptibles de générer des envols ;
- une plate-forme de valorisation de métaux ;
- une plate-forme de valorisation de bois ;
- une installation de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes (déchets dangereux) ;
- une aire de stockage temporaire de déchets non dangereux en balles ;
- une installation de stockage de déchets non dangereux (extension Nord DONZERE 2).

La capacité d'accueil moyenne annuelle de déchets non dangereux s'élève à 150 000 tonnes. La capacité d'accueil maximale annuelle de déchets dangereux (déchets d'amiante lié) s'élève à 1 200 tonnes.

L'autorisation d'exploiter l'ISDND est accordée jusqu'au **1^{er} janvier 2034**.

L'ISDND se compose de quatre zones de stockage de déchets non dangereux appelées :

– **DONZERE 1** : Cette zone est en période de post-exploitation pour une durée de 30 ans depuis le 31 décembre 2000 (article 1.7.7 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2014).

– **DONZERE 2** : L'exploitation de cette zone est achevée depuis plusieurs années, mais sa couverture finale n'est pas totalement en place du fait de sa connexité avec la zone Extension NORD DONZERE 2, dont l'exploitation nécessite de passer sur une partie de DONZERE 2.

– **Extension NORD DONZERE 2** : Le dernier casier de stockage de déchets non dangereux de cette zone, appelé casier n°13, est en cours d'exploitation. Sa fin d'exploitation devrait à priori se situer en 2025.

– **DONZERE 3** : L'exploitation de cette zone succédera, à priori en avril 2025, à celle de la zone Extension NORD DONZERE 2.

2.2 Présentation de la zone DONZERE 3, appelée DZ3

La surface représentée par DZ3 est de 84 635 m², dont 71 130 m² pour l'exploitation, et la cote sommitale de la couverture finale du dôme allongé Nord-Sud culminera à 131 m NGF (article 1.2.3 de l'arrêté du 3 juillet 2014). Elle se composera de 2 casiers appelés C14 et C15, et fait actuellement l'objet d'études. Les travaux de pré-terrassement de DZ3 ont débuté en septembre 2022.

DZ3 présente la particularité de se situer à l'Est de la voie LGV, alors que toutes les autres zones du site se situent à l'Ouest de cette voie. Un passage pour véhicules sous la voie LGV la relie au reste du site (voir plan d'ensemble en annexe 1).

3 – PRÉSENTATION DES MODALITÉS DE GESTION DES EAUX PLUVIALES POUR DZ3

3.1 Gestion actuellement prévue des eaux pluviales

Il convient tout d'abord de souligner que pour DZ3, la surface des eaux pluviales de ruissellement extérieures (ERE) est importante, comme le montre la carte des bassins versants en annexe 2 de ce rapport.

L'exploitant présente le dispositif en place de gestion de ces eaux, sans aménagement spécifique :

- Un fossé trapézoïdal en talus de la voie LGV, collectant les eaux en provenance des talus et / ou des plateformes attenantes,
- Un dalot maçonné (« dalot SNCF ») situé au Sud de l'emprise d'étude et permettant de franchir la voie LGV vers l'Ouest. Ce dalot est l'exutoire d'une partie des bassins versants du Sud de DZ3,

– Un passage sous la voie LGV, sous laquelle des canalisations béton Ø 1000 et Ø 500 permettent de gérer une partie des eaux du secteur d'étude. Ces canalisations sont reliées au réseau existant du site. Ces ouvrages collectent :

- o Pour le collecteur Ø 500 qui ensuite se prolonge par un Ø 1000 : les fossés des eaux de ruissellements en talus de la LGV, rejoignant le busage présent sous DZ1 avant de rejoindre l'exutoire du site qui est le bassin ASF.

- o Pour le collecteur Ø 1000, les eaux en provenance de DZ3, qui rejoignent le bassin Est TGV du réseau de gestion des eaux existant.

3.2 Contexte et volet réglementaire actuel

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter DZ3 date de 2007. Il est donc ancien et a débouché sur un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter datant du 23 juillet 2010. Puis l'exploitant a présenté un dossier de demande d'autorisation d'exploiter la zone « Extension NORD DONZERE 2 » (voir ci-dessus), qui a débouché sur l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter datant du 3 juillet 2014. Cet arrêté préfectoral a rassemblé toutes les zones de stockage de déchets autorisées du site, y compris DZ3, dont l'exploitation n'avait pas commencé.

Pour des raisons de logique d'exploitation, la société SUEZ RV Centre Est a choisi d'exploiter la zone « Extension NORD DONZERE 2 », avant DZ3.

Soulignons également que **DZ3 est soumis à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux ISDND, applicable de droit**, comme précisé à l'article 1.1.1. de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2014 modifié par l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2020 qui précise : « *Les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux s'appliquent à l'établissement, dans les conditions fixées à son article 63. Toutes dispositions figurant dans le présent arrêté et ayant le même objet ne s'appliquent que si elles sont plus contraignantes.* »

Pour ce qui concerne la gestion des eaux pluviales de ruissellement, les contraintes réglementaires essentielles sont rassemblées à l'annexe 3 de ce rapport.

3.3 Gestion envisagée des eaux pluviales

L'exploitant précise que son dossier porte sur la mise à jour et l'optimisation du système de gestion des eaux externes (ERE) et internes (ERI) de DZ3.

3.3.1 Gestion des eaux externes (ERE)

Il était prévu, en phase travaux (extraction des matériaux en place), que les eaux des zones de stock au Sud, ainsi que du premier redan de la zone d'excavation soient évacuées gravitairement (via un merlon périphérique) vers le pont cadre SNCF (appelé « pont rail ») en utilisant les passages busés de 500 mm et 1000 mm existants, avant d'être reprises dans les bassins ERI du site.

Les eaux issues des redans inférieurs (surface d'environ 25 000 m² pour la phase 1) devaient être dirigées gravitairement vers un bassin de décantation en fond de carreau (déplacé en fonction de l'avancement des travaux), sans aménagement spécifique en fond, puis pompées pour utilisation pour l'arrosage piste ou redirigées vers un bassin ERI du site.

L'exploitant rappelle que les futurs casiers C14 et C15 doivent intégrer la gestion des eaux de ruissellement externes et notamment, les eaux actuellement interceptées par les fossés périphériques de DZ3. Le dimensionnement complet des futurs ouvrages a été réalisé par la société SCE, dans la cadre de sa mission de MOE travaux, en mai 2022. Les résultats sont présentés dans le dossier, afin de conforter les adaptations du système de gestion des eaux proposé par l'exploitant.

Le terrain actuel met en évidence 4 bassins versants à proximité de DZ3 (voir annexe 2). Chacun de ces bassins versants est raccordé sur le réseau de gestion des eaux de ruissellement existant, périphérique à DZ3.

L'étude hydraulique de la société SCE (annexe 4 du dossier présenté) conclut sur les points suivants :

- Les bassins versants BV-Sud et BV-Nord peuvent être collectés et gérés comme prévu dans le dossier initial, par un réseau de fossés périphériques (dimensionnés pour une décennale) et évacués respectivement via le pont cadre SNCF au Nord et le dalot SNCF au Sud.

- Pour les bassins versants BV-Est et Sud-Est, la présence de 2 points bas ne permet pas l'évacuation via un réseau de fossés, mais la mise en place d'une canalisation enterrée de gestion périphérique. La canalisation Ø 250 prévue initialement pour permettre l'évacuation des ERE provenant du point bas localisé au Nord-Est **s'avère très largement sous-dimensionnée**, et le contournement par le Nord du site pour évacuation vers le pont-cadre SNCF avant rejet vers le milieu naturel, **impossible ou du moins non réaliste d'un point de vue réalisation travaux** :

- Dimensionnement réel de la canalisation Ø 1000 et non Ø 250 ;
- Dans l'hypothèse d'un contournement via le Nord de DZ3, nécessité de réaliser une tranchée allant jusqu'à plus de 10 m de profondeur (ou tunnelier) et mise en œuvre d'un ouvrage tampon enterré, afin d'éviter de noyer le passage sous le pont-cadre SNCF (ce qui impliquerait l'inaccessibilité à DZ3 pendant des épisodes pluvieux y compris de fréquence décennale).

Optimisation proposée :

L'étude de la société SCE a mis en évidence la possibilité de réalisation d'un contournement de DZ3 **par le Sud**, ce qui permet :

- la gestion et l'évacuation des ERE de façon contrôlée et maîtrisée,
- de respecter l'exutoire final vers le bassin ASF tel que prévu dans le dossier initial,
- la mise en œuvre d'un réseau permettant de gérer une pluie décennale, et ce, avec mise en place d'une régulation de débit si nécessaire,
- la mise en œuvre de la canalisation Ø 1000 par des méthodes de travaux réalisables (pré-terrassement et tranchées maximales sur 4 m de hauteur).

3.3.2 Gestion des eaux internes (ERI)

Il est prévu, dans l'arrêté préfectoral existant, les principes d'aménagements suivants :

- Les bassins sont dimensionnés pour évènement de fréquence au moins décennale (bassin avec rôle de décanteurs et bassins écrêteurs),

- La capacité minimale des 2 bassins existants à l'entrée du site est de 8 180 m³, qui sera augmentée en fonction des besoins pour atteindre 10 400 m³,
- lors de la mise en exploitation de DZ3, il est prévu la réalisation de bassins spécifiques en fonction des besoins avec un volume global de 8 840 m³ avec rejet final dans le bassin de l'entrée du site.

Mais l'exploitant précise que des adaptations du positionnement et de la répartition des volumes de stockage des 3 bassins de la zone s'avèrent nécessaires pour les raisons suivantes :

- La collecte, le stockage et l'analyse des eaux de ruissellement de la piste périphérique en partie Est et Sud du site, ainsi que des eaux de sub-surface (P 19), il s'avère nécessaire d'intégrer la réalisation du **bassin situé au Sud-Ouest de DZ3** en dehors de la zone de stockage (et donc son déplacement en dehors du dôme réaménagé). Ce bassin sera étanché avant le démarrage de l'exploitation et équipé d'un point de mesure et d'analyse des eaux. Il sera également équipé d'une surverse en cas d'épisode pluvieux de fréquence supérieure à une pluie décennale.
- De la même façon, la collecte, le stockage et l'analyse des eaux de ruissellement de la piste périphérique en partie Nord et Ouest du site, conduisent à la nécessité d'intégrer la réalisation du **bassin « central »** en dehors de la zone de stockage, afin de pouvoir être réalisé à une côte permettant la collecte gravitaire de ces eaux. Ce bassin sera étanché avant le démarrage de l'exploitation et équipé d'un point de mesure et d'analyse des eaux. Il sera également équipé d'une surverse en cas d'épisode pluvieux de fréquence supérieure à une pluie décennale.
- Le troisième bassin, au **Nord-Ouest**, sera réalisé comme prévu initialement sur le dôme réaménagé.

Le volume total des trois bassins reste 8 840 m³, il est ainsi réparti :

- 1 000 m³ pour le bassin Central,
- 2 190 m³ pour le bassin Nord-Ouest,
- 5 650 m³ pour le bassin Sud-Ouest.

Le synoptique P 21, montre les eaux de subsurface qui arrivent mélangées avec les autres eaux pluviales, dans le bassin ASF.

3.4 Mise à jour de la surveillance des eaux souterraines

Un ouvrage localisé au Sud du pont cadre SNCF appelé PZ 7 « Aval DONZERE 3 » figurait dans le réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines imposé dans l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2014, il est à reprendre dans le cadre de la mise en exploitation de DZ3.

4 – PRÉCISIONS COMPLÉMENTAIRES DE L'EXPLOITANT

L'examen du dossier présenté nous a conduit à demander à l'exploitant des précisions sur quelques points, le bilan des échanges est le suivant :

1/ Drainage des eaux souterraines :

L'article 14 de l'AM du 15 février 2016 impose : *“Les eaux issues des éventuels réseaux de drainage des eaux superficielles ou souterraines sont collectées et rejetées au milieu naturel sans traitement, après contrôles. Elles ne peuvent en aucun cas être mélangées aux eaux de ruissellement collectées dans les fossés mentionnés aux deux alinéas précédents.”*

Or, dans le dossier présenté, il est précisé page 19 que les eaux de sub-surface seront collectées dans le bassin Sud-Ouest de DZ3 .

L'exploitant précise que les eaux souterraines seront gérées via un bassin dédié et asservi pour contrôle avant rejet, qui pourra être le bassin central en début d'exploitation de C14 (avant utilisation de ce bassin pour les ERI), puis un bassin créé sur le réaménagement (bassin provisoire ou utilisation du bassin Nord de la même façon avant utilisation pour les ERI). Les prescriptions de l'article 14 susvisé seront bien respectées.

2/ Risque éventuel pour les talus de la voie ferrée :

À la page 19 du dossier présenté, il est écrit que le bassin Sud-Ouest de DZ3 sera équipé d'une surverse en cas d'épisode pluvieux de fréquence supérieure à une pluie décennale : Il convient de s'assurer que la surverse n'engendrera pas un risque pour les talus de la voie ferrée.

L'exploitant précise que la surverse aboutit sur le « fossé-piste » situé en extrémité Sud-Ouest de DZ3, qui a pour exutoire le dalot passant sous la voie SNCF. Celui-ci est très largement surdimensionné, il est aménagé avec des enrochements existants de protection en amont et aval. Les rejets ne présenteront donc aucun risque pour les talus de la voie ferrée.

3/ Gestion envisagée des ERI :

L'annexe 4 du présent rapport visualise cette gestion au moyen de 3 bassins de caractéristiques précisées :

- Bassin Sud-Ouest (hors emprise déchets) : Bassin versant collecté de surface **48 100 m²**
Volume du bassin : **5 650 m³**
- Bassin central (hors emprise déchets) : Bassin versant collecté de surface **8 000 m²**
Volume bassin : **1 000 m³**
- Bassin Nord (sur couverture) : Bassin versant collecté de surface **15 750 m²**
Volume bassin : **2 190 m³**

4/ Dimensionnement des bassins :

L'article 14 de l'AM du 15 février 2016 impose d'avoir la capacité de gérer un événement pluvieux de fréquence décennale de 24 heures en intensité.

À la page 44 du dossier présenté, il est écrit : "Pluie de période de retour décennale d'une durée comprise entre 1 h et 12 h (comme imposé dans l'arrêté d'exploitation)".

L'exploitant confirme que l'article 14 est bien respecté. En effet, la pluie Q10 de 1 h à 12 h est plus défavorable en termes de débit de pointe généré que la pluie sur 24 h. En effet, cet intervalle 1 h – 12 h correspond à l'intervalle sur lequel se situe le temps de concentration des bassins versants. La pluie considérée est plus courte mais plus intense, générant donc un débit de pointe largement supérieur à la Q10 sur 24 h, ce qui est donc sécuritaire.

5 – COMPLÉMENT DE DOSSIER

À la demande de SNCF Réseau, l'exploitant a fait réaliser en juillet 2023, par la société SCE, une notice hydraulique.

Elle montre, avec des hypothèses sécuritaires, que la réorientation des eaux des bassins versants Est et Sud-Est de DZ3 au « dalot SNCF » (ouvrage de traversée de la voie LGV, du Pk 564+559) a un impact négligeable, y compris pour une pluie centennale.

6 – CONCLUSION ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

En application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, la directrice Stockage ARA-PACA de la société SUEZ RV Centre Est a présenté un dossier de porter à connaissance concernant des modifications relatives à la gestion des eaux pluviales de la zone DONZERE 3 du centre de stockage de déchets exploité à DONZERE.

Dans notre rapport référencé 20230106-RAP-DAEN0011, nous avons considéré, d'une part qu'il ne s'agit pas d'une modification substantielle, mais seulement d'une adaptation du dispositif de gestion des eaux pluviales intérieures et extérieures de la zone DONZERE 3, d'autre part que l'adaptation demandée n'engendre aucun impact supplémentaire sur la faune et la flore.

La DDT 26 confirme que les modifications apparaissent non substantielles, et la SNCF Réseau émet un avis favorable.

Nous proposons que monsieur le Préfet de la Drôme accorde à la société SUEZ RV Centre Est une suite favorable à la demande d'évolution de la gestion des eaux pluviales de ruissellement de la zone DZ3 du centre de gestion de déchets exploité à DONZERE.

Un projet d'arrêté établi en ce sens figure en annexe 5 au présent rapport.

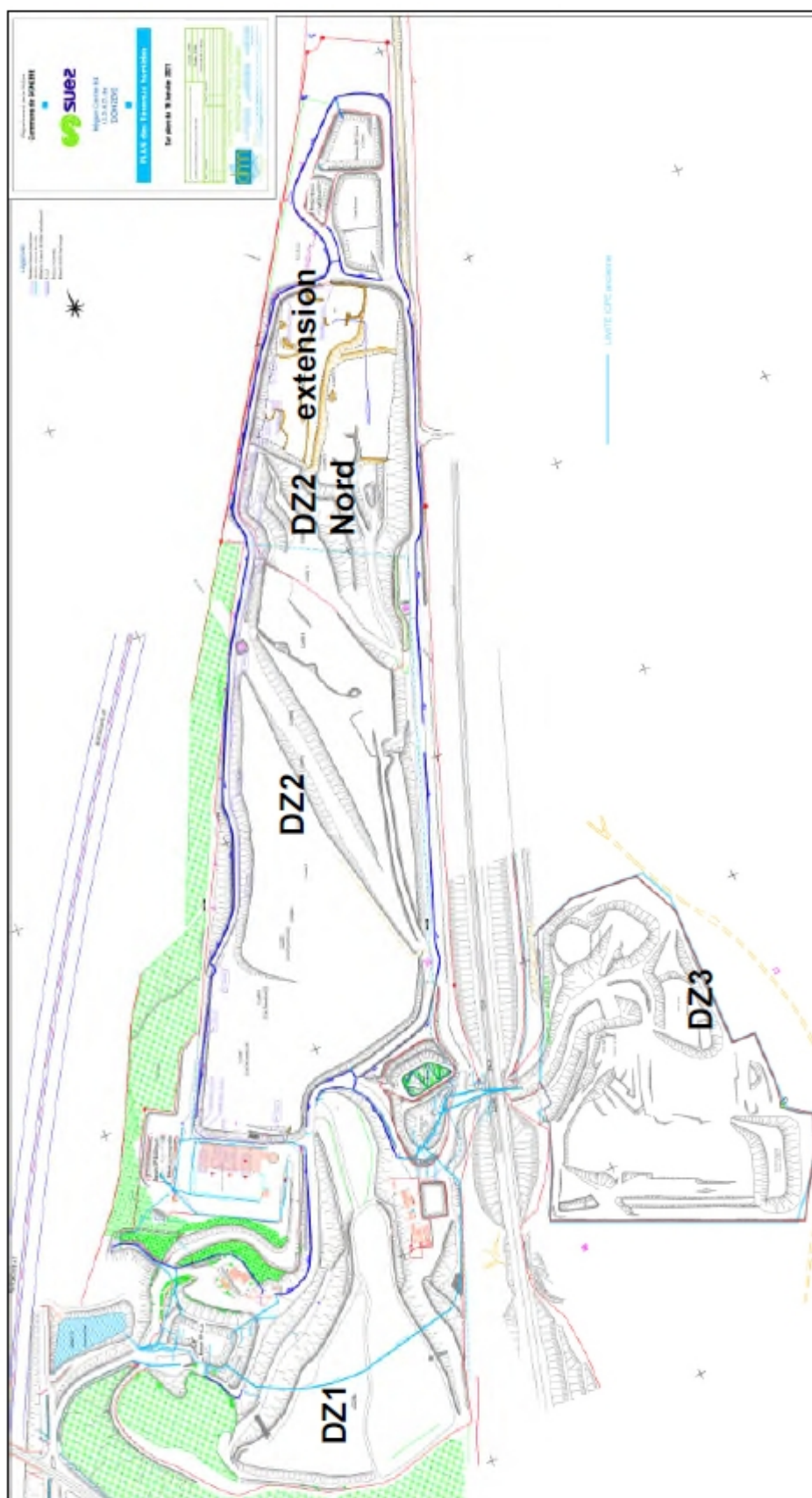
Précisons que ce projet d'arrêté prend également acte :

- d'un dossier de demande de bénéfice de l'antériorité présenté par la société SUEZ RV Centre Est le 28 février 2023, portant sur un stockage maximal de 2 tonnes d'acide nitrique, qui relève de la déclaration au titre de la rubrique 4130-2b de la nomenclature des installations classées ;
- d'une lettre de demande de modification de prescriptions portant sur la gestion du biogaz (voir notre rapport référencé 20240903-RAP-DAEN0837 portant sur ce sujet).

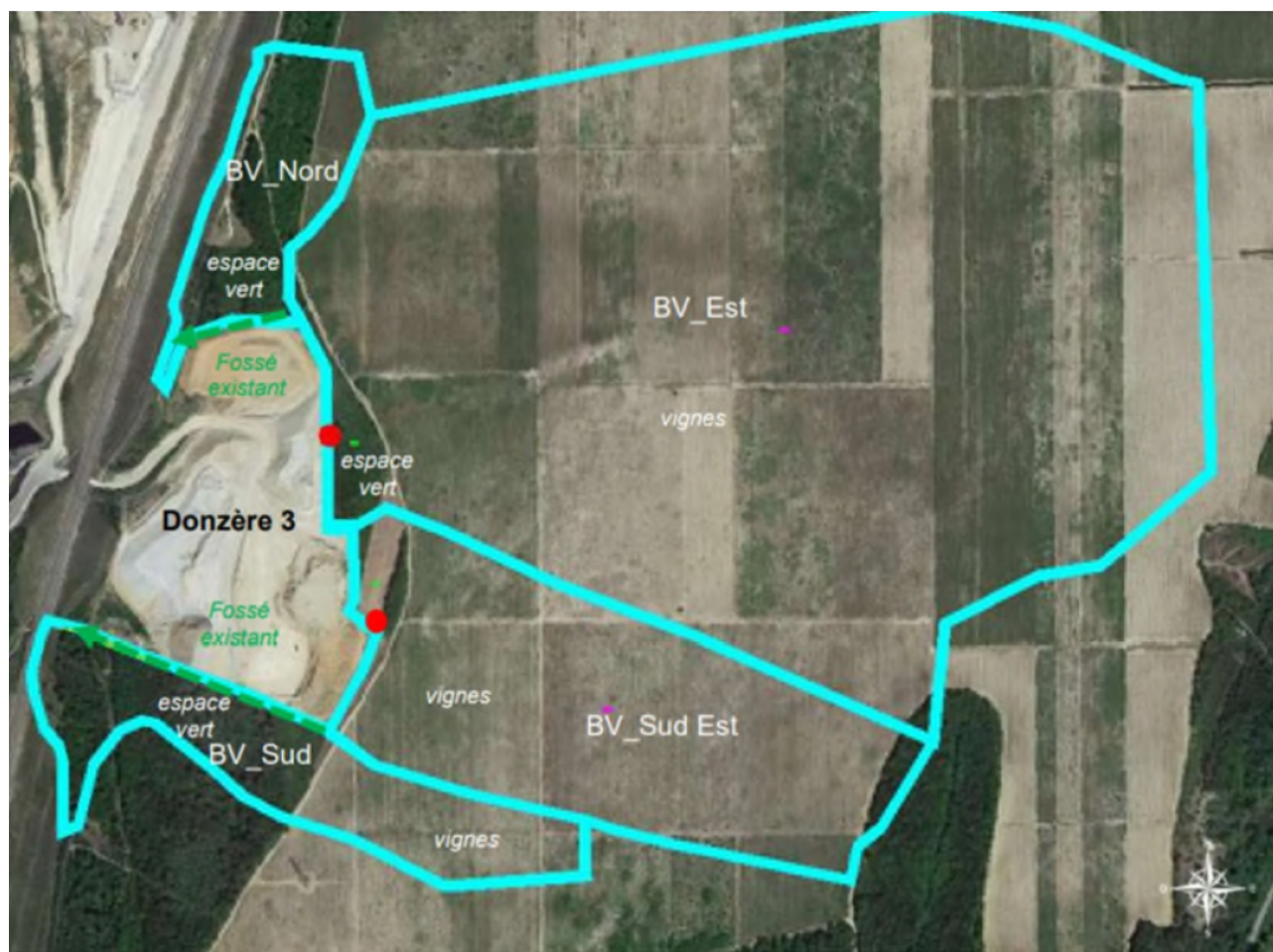
L'article R. 181-45 du Code de l'environnement précise que le préfet peut solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques sur les prescriptions complémentaires qu'il prévoit d'imposer à un exploitant. Nous proposons de ne pas faire usage de cette possibilité compte tenu du caractère technique de l'affaire, et de l'absence d'impact environnemental significatif de l'évolution de la gestion, d'une part du biogaz, d'autre part des eaux pluviales de ruissellement de la zone DZ3.

ANNEXE 1

Plan d'ensemble des zones de stockage des déchets non dangereux du site de DONZERE



ANNEXE 2
Eaux pluviales de ruissellement extérieures (ERE) à DZ3 à gérer
(4 bassins versants)



Découpage des bassins versants (Source : SCE, mai 2022). Les points bas des bassins versants (Est et Sud-Est) sont présentés en rouge sur la figure.

ANNEXE 3

Contraintes réglementaires essentielles relative à la gestion des eaux pluviales de ruissellement

I - Arrêté préfectoral du 3 juillet 2014

Rappelons que l'autorisation préfectorale d'exploiter est délivrée sous réserve du respect, d'une part **des prescriptions réglementaires imposées**, d'autre part **des plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant** (article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2014).

Article 4.3.2 : Maîtrise des eaux pluviales de ruissellement extérieures au site

Les eaux de ruissellement extérieures au site, et qui sont susceptibles de pénétrer à l'intérieur du site compte tenu de la topographie du terrain (ERE), sont collectées par un fossé de dérivation suffisamment dimensionné pour accepter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale. Les eaux ainsi collectées sont dirigées hors du site, dans le milieu naturel. Si nécessaire, ces eaux transitent préalablement par un bassin tampon intérieur au site.

La superficie globale de l'établissement dépassant nettement celle des zones de stockage de déchets à exploiter, un second fossé peut ceinturer celles-ci.

Pour ce qui concerne la zone DONZERE 3 (DZ3), un point particulier est constitué par un thalweg arrivant à l'Est de la zone : Les eaux de ce thalweg transitent par une canalisation enterrée suffisamment dimensionnée qui contourne le site par le Nord et les dirige gravitairement dans le fossé périphérique extérieur situé au Nord-Ouest.

L'aménagement de chaque zone de stockage de déchets doit être totalement achevé avant la mise en exploitation de la zone.

Article 4.3.3 : Gestion des eaux pluviales de ruissellement intérieures au site

Les eaux de ruissellement intérieures au site et le cas échéant, les eaux souterraines drainées (voir article 4.3.5 ci-après), non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets, sont collectées par un fossé et dirigées dans des bassins de stockage étanches d'eaux pluviales devant être dimensionnés pour un événement pluvieux de fréquence décennale et jouant le rôle de décanteurs et de bassins écrêteurs.

La capacité minimale des deux bassins existants situés à l'entrée du site s'élève à 8 180 m³, elle sera augmentée en fonction des besoins, pour atteindre un volume de 10 400 m³. Ces bassins recevront notamment :

- les eaux de ruissellement des zones DONZERE 1 et 2 ;
- les eaux des bassins de la zone DONZERE 3 par l'intermédiaire d'une canalisation suffisamment dimensionnée ;
- les eaux souterraines drainées (pour partie) visées à l'article 4.3.5 ci-après.

Lors de la mise en exploitation de la zone DONZERE 3, des bassins spécifiques seront réalisés en fonction des besoins, leur volume global minimal s'élèvera à 8 840 m³, le rejet final se fera dans le bassin situé à l'entrée du site.

La capacité minimale d'un troisième bassin situé au Nord du site s'élève à 8 500 m³, il recevra notamment :

- les eaux de ruissellement des zones : Extension Nord DONZERE 2 et stockage de déchets dangereux ;
- les eaux en provenance de l'unité de traitement de déchets non dangereux, après contrôle de leur qualité ;
- les eaux souterraines drainées (pour partie) visées à l'article 4.3.5 ci-après.

Les fossés d'alimentation et d'évacuation de ces ouvrages doivent être conçus et dimensionnés pour un événement pluvieux de fréquence décennale.

Les eaux des bassins sont dirigées, après contrôle, dans un bassin d'infiltration appartenant à la société des Autoroutes du Sud de la France (ASF), sous réserve du respect de la convention signée entre les parties concernées. Dans ce cadre, le débit de déversement des eaux dans ce bassin d'infiltration est déclenché sur action manuelle, il est au maximum de 0,25 m³/s.

Article 4.3.5 : Maîtrise des eaux souterraines

Des dispositions sont prises pour éviter une alimentation des casiers latéralement ou par la base, par une nappe ou des écoulements de sub-surface.

Un drainage est réalisé par l'intermédiaire d'un géosynthétique de drainage situé sous la barrière de sécurité passive. Les eaux recueillies sont pompées et envoyées dans l'un des bassins de stockage des eaux pluviales du site.

II - Arrêté ministériel du 15 février 2016

Article 14

I. Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même, un fossé extérieur de collecte est implanté sur toute la périphérie de l'installation à l'intérieur de celle-ci, sauf si la topographie du site permet de s'en affranchir. Le fossé est dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale de 24 heures en intensité et raccordé à un dispositif de rejet dans le milieu naturel.

Un second fossé de collecte est implanté sur toute la périphérie de la zone à exploiter pour recueillir les eaux de ruissellement internes susceptibles d'être polluées, ce fossé ne porte pas atteinte à l'intégrité de la tranchée d'ancrage de la géomembrane. Les eaux collectées dans ce second fossé sont dirigées vers un ou plusieurs bassins de stockage. Le fossé est dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale de 24 heures en intensité et raccordé à un dispositif de contrôle et de traitement le cas échéant avant rejet dans le milieu naturel.

Les eaux issues des éventuels réseaux de drainage des eaux superficielles ou souterraines sont collectées et rejetées au milieu naturel sans traitement, après contrôles. Elles ne peuvent en aucun

cas être mélangées aux eaux de ruissellement collectées dans les fossés mentionnés aux deux alinéas précédents.

Les eaux issues des voiries internes sont dirigées vers un dispositif dimensionné de traitement, de type séparateur à hydrocarbures, avant d'être rejeté au milieu naturel ou vers un des bassins de collecte des eaux internes.

Les points de rejet dans le milieu naturel des eaux de ruissellement sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Ils sont aménagés de manière à réduire autant que possible les perturbations apportées au milieu récepteur aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation du milieu à proximité immédiate et à l'aval de celui, et à ne pas gêner la navigation.

II. Le bassin de stockage des eaux de ruissellement internes au site est étanche et dimensionné pour contenir au moins la quantité d'eau de ruissellement résultant d'un événement pluvieux de fréquence décennale maximale qui pourra être adaptée au territoire.(...)

ANNEXE 4

3 bassins de gestion des eaux pluviales de ruissellement internes envisagés

